

Copenhague: les ministres au travail dans une ambiance chaotique

La fièvre montait mercredi à Copenhague où les ministres se sont mis au travail dans une ambiance chaotique pour esquisser un accord mondial contre le réchauffement climatique, dans un centre de conférence en état de siège en raison de plusieurs manifestations.



A la reprise des travaux en séance plénière, l'Inde dénonçait un "bazar intégral". Tuvalu comparait la conférence au Titanic et le Brésil protestait auprès de la présidence danoise alors que le chef de sa délégation était bloqué par un service d'ordre impitoyable.

Près de 40 chefs d'Etat et de gouvernement devaient prendre la parole mercredi, sans attendre vendredi comme prévu. Certains étaient déjà arrivés, comme le Premier ministre australien Kevin Rudd ou son homologue britannique Gordon Brown.

Au moins 170 personnes ont été arrêtées dans la matinée à proximité du Bella Center, site de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi que dans le centre de la capitale danoise.

Les manifestants arrêtés près du Bella Center cherchaient à pénétrer par l'arrière de l'enceinte, clôturée par plus de 6 km de grillages.

Depuis l'aube, des restrictions ont été mises en place à l'entrée des ONG et un hélicoptère a été placé en vol stationnaire au-dessus du bâtiment.

Dans le centre de conférence, le Premier ministre australien a averti sans détours que tout pouvait arriver d'ici vendredi. "Il n'y a aucune garantie de succès. Soyons très clairs là-dessus", a-t-il déclaré.

Une réunion ministérielle restreinte de 25 ministres choisis par la présidence danoise de la conférence, dont six Européens, était prévue à la mi-journée pour commencer à rédiger l'accord que devront adopter vendredi quelque 120 chefs d'Etat ou de gouvernement.

Cette réunion a déjà été reportée à deux reprises, selon une source diplomatique allemande.

M. Brown a d'ailleurs exprimé son pessimisme sur la BBC, jugeant "très difficile" d'aboutir à un accord.

Les négociateurs qui se préparent désormais à une, voire deux nuit blanches, ne cachent pas non plus leur inquiétude après une nuit presque complète de consultations.

Le Premier ministre danois Lars Loekke Rasmussen a pris mercredi la présidence de la conférence en remplacement de Connie Hedegaard qui va désormais se consacrer aux consultations informelles des ministres pour aboutir à un accord.

Cette disposition technique a été annoncée en séance plénière. Les chefs d'Etat ou de gouvernement prennent couramment la main dans les dernières heures des conférences.

Mme Hedegaard a cependant été plusieurs fois vivement critiquée pour sa gestion des travaux, notamment par les pays en développement.

Lundi, un coup de colère des Africains avaient entraîné une suspension des travaux et fait perdre une demi-journée de travail aux négociateurs.

"Je suis un tout petit peu soucieux, car il reste tellement de travail à faire. Je crains un nouvel incident, parce qu'alors on aurait du mal à conclure", a confié l'ambassadeur de France pour le climat, Brice Lalonde.

"Les pays en développement craignent toujours le coup de force des pays industrialisés, tout cela entraîne beaucoup de tensions", a-t-il expliqué.

Devant le Parlement européen à Strasbourg, le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt, qui préside l'Union européenne, a douté que l'accord de Copenhague permette d'atteindre l'objectif affiché d'un réchauffement limité à 2 degrés.

"Nous avons besoin de (cet) objectif" mais "je ne suis pas certain que nous y parviendrons", a-t-il prévenu.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a réitéré mercredi qu'un accord ne saurait être trouvé sans aide chiffrée à long terme aux pays pauvres.

A ce stade, le seul consensus qui semble émerger concerne une aide immédiate totale de 10 milliards de dollars par an sur trois ans dès 2010 pour aider les plus démunis à faire face aux impacts du réchauffement.

L'Union européenne a déjà annoncé qu'elle en assumerait au total 10 milliards à elle seule entre 2010 et 2012. Mais rien n'a été arrêté au-delà.

Le but de la conférence est de trouver un accord apportant la meilleure riposte possible au changement climatique et pouvant entrer en vigueur début 2013.

En fin de matinée, environ deux mille manifestants, selon la police, étaient arrivés à 200 mètres du Bella Center, à l'appel du collectif "Climate Justice Action". Ils ont été empêchés d'aller plus loin par un impressionnant dispositif policier.